



Le FFA, protagoniste indispensable de la francophonie économique

par **Abdou Diouf**,
Secrétaire Général de l'Organisation internationale de la Francophonie

Il y a à peine un an le monde s'inquiétait de la montée des prix du pétrole, de l'apparition d'une crise alimentaire, malheureusement récurrente en période de soudure, et des controverses sur une reprise de l'inflation. On évoquait à peine la situation de l'immobilier américain et les conséquences possibles des défauts de paiement touchant les prix hypothécaires à risque.

C'est peu dire que le décor a changé. Le 12ème Sommet de la Francophonie, en octobre 2008, à Québec, s'est déroulé en pleine tourmente financière, puis économique : il peut être considéré comme la première grande réunion internationale traitant directement de cette crise et préparant la conférence du G20 le 15 novembre 2008 à Washington. Et les premiers mois de 2009 ne laissent pas augurer d'une reprise rapide de la croissance.

Alors que les gouvernements multiplient les efforts pour engager des plans de relance et soutenir à la fois les banques, les entreprises et la consommation des ménages, on assiste à une montée inouïe du chômage, à une croissance encore jamais vue des liquidités et à une remise en cause des équilibres qui s'étaient établis depuis les bouleversements apportés, après 1989, à l'ordre économique mondial.

Face à cette situation explosive, qui touche la survie même du modèle de développement en vigueur depuis vingt ans, le Forum Francophone des Affaires s'est mobilisé, à Montréal, dans le cadre des Assises de la



francophonie économique qu'il tient chaque année, pour tracer des pistes de réflexion et voir comment l'espace économique francophone, toujours en devenir, pourrait fournir des éléments de réponse originaux, en raison de sa diversité même et des multiples points de vue qu'il offre sur les changements en cours.

Tous les acteurs en sont convaincus : seules des actions concertées, visant la cohérence et l'équilibre du système mondial, pourront rétablir la prévisibilité, la régularité et la confiance sans lesquelles il n'est plus d'économie de marché. Mais tous sont également conscients que les tentations sont

grandes du repli sur soi et du sauve-qui-peut. L'OMC surveille avec la plus grande vigilance les mesures qui, de façon masquée, restaureraient à nouveau le protectionnisme. Les banques centrales pèsent autant qu'elles peuvent en faveur de la stabilité des taux de change. Tout le monde scrute les statistiques de l'emploi.

Pour éviter une dislocation dangereuse du système, il va falloir dépasser les logiques de court terme et les considérations uniquement politiques. Or, où cela pourrait-il s'étudier et se préparer mieux que dans des institutions telles que la Francophonie, qui œuvrent en faveur de valeurs partagées, de l'équité dans le système multilatéral et de la solidarité entre pays développés et pays pauvres, et non en fonction d'intérêts inévitablement antagonistes ? Il y a urgence : les différents acteurs francophones doivent se mobiliser et prendre part à tous les efforts engagés en vue soit de retrouver un cycle de croissance positif, soit de mener une mutation vers de nouveaux modèles.

Le monde est à partager, non à dominer, ainsi que l'affirme le FFA. A lui, qui reste le protagoniste privé indispensable pour faire entendre la voix de toutes les entreprises francophones, de leurs réseaux et de leurs partenaires, de poursuivre dans cette voie et de définir, dans un dialogue permanent avec les autres acteurs de la Francophonie des actions nouvelles favorisant une utilisation plus efficace, plus cohérente, mieux équilibrée et plus équitable des ressources de ce monde. ■